



CONSEIL DES ÉTUDES ET DE LA VIE ÉTUDIANTE

Formation plénière

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU LUNDI 30 SEPTEMBRE 2024

Étaient présents ou représentés :

M. Stéphane BRACONNIER, Président de l'Université.

Collège des professeurs

M. Jean-Vincent HOLEINDRE, M. Julien ICARD, M. Arnaud MERCIER, M. Jean MERCIER-YTHIER, Mme Marie-Hélène MONSERIE-BON, Mme Maria RIFQI, *membres du collège A.*

M. Quentin EPRON, M. Jean FROUSTEY, Mme Agata DE LAFORCADE, Mme Lisa MORHAÏM, M. Emmanuel PETER, Mme Claire PICQUE-KIRALY, Mme Claire WROBEL, *membres du collège B.*

M. Éric DOUSSET, M. Yann MOUSEL, Mme Frédérique PENAUD *collège des personnels BIATSS.*

M. Pierre STORRER, *personnalité extérieure*

Collège des étudiants

Mme Luna MEHARD, M. Thibault SEHAÏRI, Mme Léa CHASSANG, M. Ulysse COLLIGNON, Mme Jade DUROSOIR, M. Sacha DESHAYES, Mme Maïwen LEHUEDE, M. Paul DE LA BIGNE, M. Pablo BERTOLETTI, Mme Manon MARGULICI, Mme Laura QUENNEVILLE, Mme Marion SEJOURNE

Assistaient de droit :

M. Jean-Marie CROISSANT, directeur général des services

Mme Bastien COUSAERT, directeur des études et de la formation

Sommaire

1. Avis sur l'offre de formation pour la rentrée 2025 (annexe envoi ultérieur).....	3
2. Approbation de modifications relatives aux enseignements et aux contrôles des connaissances pour l'année universitaire 2024-2025 (annexe envoi ultérieur)	4
3. Avis sur la création du LL.M in Advanced Legal Studies – Lawyers et LL.M in Advanced Legal Studies – Public Prosecutors (annexe envoi ultérieur)	4
4. Avis sur l'ouverture d'une préparation au concours complémentaire IEJ-ENM (annexe envoi ultérieur).....	5
5. Avis sur le dossier de reconnaissance de l'engagement étudiant dans le cadre d'un aménagement spécifique du cursus universitaire (annexe)	5
6. Approbation du règlement intérieur de la bibliothèque de l'Université Paris-Panthéon-Assas (annexe envoi ultérieur)	6

La séance plénière du Conseil des études et de la vie étudiante de l'Université Paris-Panthéon-Assas s'ouvre à 14 heures 34 sous la présidence de M. Stéphane BRACONNIER.

1. Avis sur l'offre de formation pour la rentrée 2025 (annexe envoi ultérieur)

Mme MONSERIE-BON présente ce point. Dans le cadre de l'offre de formation en cours d'accréditation, un certain nombre de documents est soumis à l'assemblée. Ce ne seront pas les derniers puisque l'offre de masters continuera d'être présentée lors de prochains conseils.

Concernant les masters Information et communication, les modifications sont très peu nombreuses. Les changements de matières ont toujours fait l'objet de substitutions afin de maintenir les formations dans leurs limites habituelles.

Mme MONSERIE-BON souligne la création d'un nouveau parcours dans le secteur de l'environnement.

M. MERCIER présente ce parcours qui est une réponse à la question cruciale de l'environnement et qui s'inscrit parfaitement dans les thèmes prioritaires de l'établissement. Ce master est un premier aboutissement du groupe A2E avec une approche pluridisciplinaire, ce qui correspond aux exigences de l'Université Paris-Panthéon-Assas de mutualiser des cours. Des disciplines extérieures à l'établissement feront aussi partie du parcours. Pour l'IFP, c'est aussi le moyen de renouer avec la communication des organisations qui avait été délaissée par l'établissement. Le but est de répondre ainsi aux attentes des grandes entreprises. Enfin, ce parcours a été créé, car l'établissement possède les compétences en interne. Mme BOTERO est une chercheuse reconnue sur les questions de santé et d'environnement, investie dans A2E. Les collègues de l'IFP ont accueilli ce nouveau master avec beaucoup d'enthousiasme.

Mme BOTERO prend la parole sur cette maquette sur laquelle elle travaille avec son équipe depuis le mois d'avril. L'objectif est de former l'ensemble des étudiants de l'IFP aux questions environnementales en mobilisant les enseignants-chercheurs, mais également des scientifiques tels que des climatologues, des experts en biodiversité, des biologistes... De nombreux cours sont mutualisés avec d'autres formations. Pour le second semestre, c'est même l'intégralité des cours qui sont mutualisés avec les enseignants de l'IFP et le master 1 en droit des collectivités puis il s'agit soit de cours ad hoc, soit de cours de collègues de l'EFREI.

M. MERCIER précise que le M2 est ouvert à l'apprentissage. L'objectif est 100% des étudiants en M2 en apprentissage dans les deux ans.

Mme MONSERIE-BON reprend la parole. En licence Information-Communication, il n'y a eu que quelques ajustements tels que des changements d'intitulés et le volume horaire a été maintenu. Concernant la licence en sciences politiques, elle note également quelques ajustements dans cette maquette. Elle explique que l'établissement va également rédiger un règlement plus général des maquettes avec des dispositions communes à l'ensemble des licences. Enfin, le vote concernant le master Gestion des ressources humaines est suspendu, car une demande de modification très récente est en attente d'intégration dans le document.

M. le Président précise que la licence de sciences politiques comporte désormais moins de droit et davantage de sciences politiques d'où la création d'un certain nombre d'enseignements.

Mme QUENNEVILLE explique que dans le DU Infocom en L3 et en M2, il est précisé que les étudiants en situation de handicap peuvent bénéficier d'aides et de dispenses particulières. Cette mention devrait être généralisée au reste des règlements de scolarité.

M. le Président répond que cela pourrait en effet figurer dans le règlement général des licences et masters.

M. MILER explique que ces dispositions sont légales et concernent tous les diplômes nationaux. Il s'agit ici de diplômes d'établissement, mais tous les étudiants qui ont besoin d'aménagements peuvent bien entendu en bénéficier.

M. le Président explique qu'il s'agit en effet d'une obligation légale.

Mme QUENNEVILLE pose une question sur le nouveau master. Elle demande si le règlement général s'y applique notamment pour les questionnements de redoublement.

M. MERCIER répond que c'est bien entendu le règlement général qui s'applique.

M. le Président propose de passer au vote à l'exclusion du master Gestion des ressources humaines.

Le Conseil des études et de la vie étudiante approuve à l'unanimité l'offre de formation pour la rentrée 2025.

2. Approbation de modifications relatives aux enseignements et aux contrôles des connaissances pour l'année universitaire 2024-2025 (annexe envoi ultérieur)

Mme MONSERIE-BON présente ce point. Concernant les UEP des masters de première année de droit et de sciences politiques, les étudiants peuvent partir au second semestre en entreprise ou en cabinet en lien avec leur formation. Il est proposé de considérer que le premier semestre sanctionné par un examen vaille 70% de la note annuelle et que la valeur de l'UEP soit réduite à 30% de cette note. Cette modification a reçu un avis favorable de l'ensemble des départements concernés.

Mme MONSERIE-BON explique que les autres modifications sont d'ordre mineur.

M. le Président propose de passer au vote.

Le Conseil des études et de la vie étudiante approuve à l'unanimité les modifications relatives aux enseignements et aux contrôles des connaissances pour l'année universitaire 2024-2025.

3. Avis sur la création du LL.M in Advanced Legal Studies – Lawyers et LL.M in Advanced Legal Studies – Public Prosecutors (annexe envoi ultérieur)

M. le Président explique qu'il s'agit de la création sur le campus des Émirats arabes unis de formations destinées aux élèves avocats et aux procureurs adjoints. Beaucoup des matières

présentées dans le document sont mutualisées avec des cours déjà assurés à Dubaï par des intervenants locaux pour la plupart. Les départements de droit public et de droit privé ont émis un avis favorable à la création de ces deux LL.M.

M. MERCIER demande combien d'élèves cela va représenter.

M. le Président répond qu'il s'agit d'une trentaine de personnes chaque année.

Mme QUENNEVILLE explique son vote contre, car il existe un manque de clarté sur la provenance des professeurs.

M. le Président explique qu'il s'agit d'un accord de partenariat avec le ministère de la Justice. Une partie des professeurs est issue de l'Université Paris-Panthéon-Assas et une autre est proposée par le ministère. L'établissement peut refuser la participation de professeurs proposés par le ministère s'ils ne conviennent pas à la tâche.

M. le Président propose de passer au vote.

Le Conseil des études et de la vie étudiante approuve avec 3 voix contre l'avis sur la création du LL.M in Advanced Legal Studies – Lawyers et LL.M in Advanced Legal Studies – Public Prosecutors.

4. Avis sur l'ouverture d'une préparation au concours complémentaire IEJ-ENM (annexe envoi ultérieur)

Mme MONSERIE-BON présente ce point. Le décret du 16 juillet 2024 a modifié l'ouverture de la préparation à ce concours professionnel pour les personnes qui sont déjà en activité. L'IEJ propose dès lors une formation entièrement à distance ainsi que des cours mutualisés avec des cours existants. Il s'agit donc essentiellement d'une adaptation des modalités pédagogiques de cette préparation, sans création de cours.

M. le Président propose de passer au vote.

Le Conseil des études et de la vie étudiante approuve à l'unanimité l'avis sur l'ouverture d'une préparation au concours complémentaire IEJ-ENM.

5. Avis sur le dossier de reconnaissance de l'engagement étudiant dans le cadre d'un aménagement spécifique du cursus universitaire (annexe)

M. EPRON présente ce point. Il s'agit d'un document adopté chaque année et il propose donc la réitération du document habituel.

M. le Président propose de passer au vote.

Le Conseil des études et de la vie étudiante approuve à l'unanimité l'avis sur le dossier de reconnaissance de l'engagement étudiant dans le cadre d'un aménagement spécifique du cursus universitaire.

6. Approbation du règlement intérieur de la bibliothèque de l'Université Paris-Panthéon-Assas (annexe envoi ultérieur)

M. le Président explique qu'il s'agit d'une nouveauté. Les bibliothèques de l'Université Paris-Panthéon-Assas ont connu d'importantes évolutions ces dernières années, notamment l'évolution des collections et celle des usages numériques qui ont profondément modifié et diversifié les pratiques d'occupation des espaces par le public. Il y a également eu un changement du système d'information et du portail documentaire de l'établissement. Cela a conduit notamment à un assouplissement des règles de prêt et de retour des documents ainsi que l'élargissement de l'accès aux bibliothèques aux élèves des établissements-composantes de l'Université Paris-Panthéon-Assas. Le règlement actuel date de 2012. Il devenait donc urgent de le modifier tant dans ses principes généraux que dans son architecture. Les modifications sont assez simples. Le périmètre du public concerné par le règlement a été modifié. L'usage des ressources numériques a été revu ainsi que les canaux d'information et le site Internet et enfin les mesures applicables en cas d'infraction au dit règlement.

Mme QUENNEVILLE pose une question concernant l'article 10 du règlement. En cas d'absence et d'affaires laissées à une place, les affaires sont déplacées par le personnel de la bibliothèque, mais il n'est pas indiqué à quel endroit.

M. le Président répond qu'il existe un endroit dédié et protégé si une place est inoccupée depuis trop longtemps, au moins 30 minutes.

M. MERCIER explique que cela devient alors la responsabilité de la bibliothèque.

M. le Président répond par l'affirmative. C'est la condition sine qua non pour que le système fonctionne.

M. le Président propose de passer au vote

Le Conseil des études et de la vie étudiante approuve à l'unanimité le règlement intérieur de la bibliothèque de l'Université Paris-Panthéon-Assas.

Mme QUENNEVILLE prend la parole. Elle explique que ce CEVE ne peut pas se terminer sans que soit évoquée l'agression d'un étudiant devant la faculté quelques jours plus tôt. Il a été pris à partie par des personnes d'un mouvement d'extrême droite. Elle souhaite alerter l'établissement qui a le devoir impératif de réagir pour assurer la sécurité de ses étudiants. Assas in Progress demande à la faculté de condamner fermement et publiquement cette agression politique en ayant une tolérance 0 des agissements fascistes et d'extrême droite dans l'établissement. L'absence de réaction institutionnelle conforterait la présence de l'extrême droite au sein de l'Université Paris-Panthéon-Assas. Il ne faut pas attendre que le pire arrive pour agir. Il sera alors trop tard.

M. le Président répond que cet événement fait suite à plusieurs incidents, voire agressions, ces derniers jours au sein de l'établissement. Il énonce que la violence, quelle que soit la forme et les motivations, est inacceptable. Elle est symptomatique d'une montée en puissance de

radicalités diverses à la fois politiques, idéologiques et parfois communautaires. Cette violence doit être combattue et dénoncée sans aucune faiblesse comme toutes les formes de discrimination.

M. le Président a toujours dénoncé très vigoureusement cette violence. S'agissant plus précisément de cet événement, les faits se sont produits à l'extérieur de l'établissement, rue Vavin. C'est donc à la police, puis à la justice, de faire le travail d'enquête pour en identifier les auteurs et la manière dont les faits se sont déroulés. L'établissement a fortement incité l'étudiant victime à déposer une plainte, ce qu'il a fait, puis à saisir la cellule Réagir Assas qui peut le soutenir dans ses démarches.

Si l'enquête devait révéler que cette agression trouve sa source dans des faits qui se sont déroulés à l'intérieur de l'établissement ou à sa proximité immédiate, et plus encore si leurs auteurs sont étudiants de l'établissement, la question de la saisine par l'Université Paris-Panthéon-Assas de sa section disciplinaire se posera clairement.

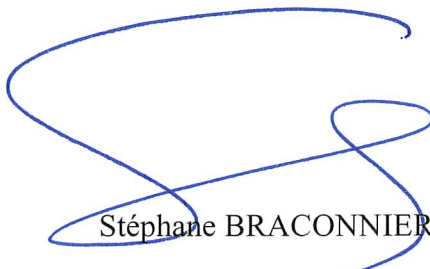
M. le Président n'aura jamais la main qui tremble, ni la parole qui faiblit, face aux radicalités, face à la violence, face aux discriminations, mais il est toujours important de connaître précisément les faits avant de s'exprimer pour ne pas tomber dans une forme de facilité qui consisterait à condamner avant de savoir précisément ce qui s'est passé. La responsabilité de la direction de l'établissement est surtout de faire en sorte que la vérité soit faite, que les auteurs soient identifiés et que de tels faits ne se reproduisent plus en prenant les mesures qui s'imposent. L'établissement a également alerté la Préfecture de police de Paris à titre préventif.

Mme QUENNEVILLE demande s'il y aura bien une condamnation publique de l'établissement.

M. le Président répond que cette condamnation publique existe déjà.

M. le Président lève la séance à 15 h 23.

Le président



Stéphane BRACONNIER